

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**MARCHÉ DE PRESTATION DE SERVICE
PASSÉ EN APPEL D'OFFRES OUVERT**

**ACCORD-CADRE DE MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE
INCENDIE ET DESENFUMAGE MECANIQUE, DES MOYENS FIXES
D'EXTINCTION ET DES MATERIELS DE DESENFUMAGE NATUREL NON-
ASSERVIS AVEC ASTREINTE**

MARCHE N° 2025950ACPS023

Date limite de dépôt des offres :

MARDI 10 JUIN 2025 - 12 h 00

SOMMAIRE

1 - Objet du contrat	4
2 - Etendue de la consultation.....	4
2.1 - Mode de passation	4
2.2 - Décomposition de la consultation et nomenclature	4
2.3 - Type de contrat/accord-cadre.....	4
2.4 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
3 - Conditions de la consultation.....	5
3.1 - Délai de validité des offres.	5
3.2 - Groupement d'entreprises	5
4 - Remise du DCE.....	5
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	5
5.1 - Documents et pièces à produire	5
5.2 - Visite sur site	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	7
6.1 - Transmission électronique	7
6.2 - Copie de sauvegarde	8
7 - Examen des candidatures et des offres.....	8
7.1 - Sélection des candidatures.....	8
7.2 - Attribution des marchés.....	8
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	10
8 - Renseignements complémentaires	10
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	10
8.2 - Procédure de recours.	10

AIDE A LA DEMATERIALISATION

Toute la procédure « marché public » est réalisée exclusivement par voie dématérialisée.

L'ensemble des échanges (questions/réponses, rejets, notification, avenants...) est réalisé électroniquement via le site www.marches-publics.gouv.fr ; renseignez une adresse qui sera privilégiée lors de ces différents échanges électroniques.

L'acte d'engagement sera transmis uniquement au futur titulaire et devra être signé en original, soit en signature manuscrite, soit en signature électronique (une signature manuscrite scannée n'est pas une signature électronique valable).

Concernant l'utilisation de la plateforme en ligne, l'attention des candidats est attirée sur le fait que :

- si le présent dossier a été téléchargé de manière anonyme ou via un agrégateur, les réponses aux éventuelles questions ou les modifications de DCE ne leur parviendront pas ;
- si le nom d'un fichier est trop long, des problèmes peuvent être rencontrés au téléchargement des offres ;
- compte-tenu du temps de transfert, il est fortement conseillé de prévoir un délai de téléchargement du dossier de réponse. Le téléchargement la veille de la date limite est une bonne pratique.

Contenu du dossier de la consultation :

- ☒ Le présent règlement de consultation (RC)
- ☒ Le cadre obligatoire de mémoire technique
- ☒ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- ☒ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- ☒ Les annexes financières n° 1 – 2 et 4 à 8 (DPGF et BPU)
- ☒ Les annexes n° 3 et 9 : listes des équipements
- ☒ L'annexe n° 10 : la liste des moyens d'extinction
- ☒ Les annexes n° 11 et 12 : les plans colonnes sèches, poteaux incendie et bouches incendie
- ☒ L'annexe n° 13 : le tableau de répartition des compétences
- ☒ L'annexe n° 14 : la Nomenclature des Documents
- ☒ L'annexe n° 15 : la liste des référents de sites

1 - Objet du contrat

La présente consultation concerne **la maintenance des systèmes de sécurité incendie et désenfumage mécanique, des moyens fixes d'extinction et des matériels de désenfumage naturel non-asservis avec astreinte.**

Cet accord-cadre est composé de trois domaines :

- **N°1** : Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie (SSI) avec l'intégralité de ses matériels associés (DAC, DAS, etc...), le désenfumage asservi de ses bâtiments répartis sur plusieurs sites
- **N° 2** : Maintenance corrective des moyens fixes d'extinction à savoir :
 - Les colonnes sèches
 - Les poteaux et bouches incendie
 - Les robinets incendie armés (RIA)
- **N° 3** : Maintenance préventive et corrective des matériels de désenfumage naturel non-asservis.

Lieu(x) d'exécution :

Le présent marché concerne l'ensemble des sites l'Université de Caen Normandie.

Lieux d'exécution : l'ensemble des sites de l'Université de Caen dont la liste est disponible ici :

<https://www.unicaen.fr/universite/decouvrir/territoire/>

Le détail des sites est à l'article 2 du CCTP.

2 - Etendue de la consultation

2.1 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L2124-2 et R.2162-5 du Code de la Commande Publique.

2.2 - Décomposition de la consultation et nomenclature

Les codes CPV principal de l'accord-cadre sont :

- 50324200-4 - Services de maintenance préventive
- 50324100-3 - Services de maintenance de systèmes
- 51700000 - Services d'installation de matériel de protection contre l'incendie

L'accord-cadre fait l'objet d'un lot unique.

La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations et de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

En effet, la décomposition en lots entrainerait une complexité et gênerait l'obtention d'un suivi de maintenance cohérent et optimisé sur l'ensemble des équipements, par le biais d'une GMAO unique. De plus les offres seraient financièrement plus onéreuses.

2.3 - Type de contrat/accord-cadre

Voir article 3.1 du CCAP.

2.3.1 - Prestations supplémentaires éventuelles

Voir l'article 1.2.1 du CCAP.

2.3.2 - Variantes

Voir l'article 1.4 du CCAP.

2.4 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Voir l'article 2.2 du CCAP.

3 - Conditions de la consultation

3.1 - Délai de validité des offres.

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.2 - Groupement d'entreprises

Le marché peut être attribué à une entreprise ou à un groupement d'entreprises, étant entendu que le groupement doit être constitué dès le stade de la candidature.

Il n'est pas autorisé aux candidats de présenter plusieurs offres pour un marché en agissant à la fois en qualité de mandataire d'un groupement et en qualité de co-traitant d'un ou plusieurs de groupements. Il est admis à un candidat d'être membre de plusieurs groupements à la condition de ne pas être mandataire de l'un d'eux.

La forme imposée est celle de groupement solidaire ou conjoint avec mandataire désigné. Le groupement conjoint sans mandataire n'est pas autorisé.

Les constructeurs de systèmes de sécurité incendie peuvent être co-traitants ou sous-traitants.

4 - Remise du DCE

Le pouvoir adjudicateur applique le principe « Dites-le nous une fois ». Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivant : www.marches-publics.gouv.fr

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents et pièces à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R2143-3 et R. 2143-4 du Code de la Commande Publique :

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Renseignement concernant la situation juridique de l'entreprise

Libellés	Signature
Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) – Dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation	NON
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (DC1)	NON
Extrait Kbis ou documents justifiant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou registre des métiers (RM) ou à défaut, récépissé de dépôt de déclaration auprès du centre de formalités des entreprises (CFE) pour les entreprises en cours d'inscription	NON
Pour les candidats étrangers, attestations équivalentes délivrées par les autorités compétentes. Si ces documents ne sont pas en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté	NON

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 ou équivalent)	NON
En cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet	NON

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	NON
Un document indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution des prestations de même nature (en annexe au DC2 si utilisation de ce document et tout document complémentaire).	NON
Un document indiquant la liste des principales références dans des opérations similaires au cours des 5 dernières années ou depuis leur création pour les entreprises les plus récentes, avec notamment l'objet, le montant, l'année de réalisation, le destinataire des prestations. Ces références peuvent être accompagnées d'attestations de maîtres d'ouvrage publics ou privés et/ou complétées des certificats et qualifications professionnelles éventuels du candidat (en annexe au DC2 si utilisation de ce document et tout document complémentaire) A défaut de références professionnelles, le candidat doit établir qu'il dispose des savoir-faire nécessaires à l'exécution du marché par tout moyen de preuve à sa convenance	NON
Les qualifications / attestations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Qualification APMIS (I7/F7) ou attestation écrite de la part du constructeur de matériel, qualifié I7/F7, précisant que le candidat est autorisé à installer son matériel sous couvert d'une assistance technique de la part du constructeur	NON
Le tableau de répartition des compétences, dûment renseigné	NON

Pièces de L'offre :

- Un mémoire technique détaillant :
 - Les moyens humains mis en œuvre pour l'exécution de l'accord-cadre : le candidat devra proposer une équipe disposant de la qualification professionnelle courant faibles/courants forts, ainsi qu'une équipe habilitée à intervenir sur les SSI de niveaux III et IV.
Fournir un organigramme des personnes dédiées au marché avec les habilitations, permettant d'identifier les niveaux d'intervention de chaque intervenant (par nom / par société), ainsi que l'interlocuteur unique identifié comme garant du pilotage de la GMAO
 - La méthodologie et l'organisation (financière, administrative et technique) proposée pour la gestion de l'accord-cadre en précisant le rôle de tous les acteurs proposés (mandataire, constructeur, co-traitants...), site par site
 - Une note explicative de gestion des organes vitaux sur les équipements de plus de 10 ans
 - La proposition d'une plateforme de GMAO
 - La bonne compréhension des attentes du maître d'ouvrage et la manière du candidat d'aborder la maintenance préventive, corrective et la maintenance du désenfumage des bâtiments des différents campus, au travers des descriptifs du CCTP et de ses annexes et avec les contraintes d'un site universitaire
 - Un calendrier de réalisation des différentes phases de maintenance avec une argumentation sur les délais annoncés

N.B : le candidat doit obligatoirement utiliser le cadre de mémoire technique fourni au DCE

- Les Bordereaux de prix (BPU) et les Décompositions de prix global forfaitaire (DPGF)
- Une attestation d'assurance à jour

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Visite sur site

Sans objet

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document via la plateforme de dématérialisation PLACE www.marches-publics.gouv.fr

6.1 - Transmission électronique

La transmission électronique des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT +01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

6.2 - Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais indiqués ci-dessus, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier à l'adresse suivante :

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Esplanade de la Paix

CS 14032

14032 Caen CEDEX 5

Ou par voie dématérialisée à l'adresse mail : marches.publics@unicaen.fr

Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique.
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pas pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-2 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères d'attribution des offres	Pondération
Le prix, décomposé comme suit : <ul style="list-style-type: none">- Prix de la maintenance préventive (sur la base de l'annexe 1 - DPGF) sur 25 points- Prix de la maintenance curative (sur la base de l'annexe 2 - DPGF) sur 10 points- Prix de la maintenance curative des organes <u>non vitaux</u> des équipements de + de 10 ans (sur la base d'une simulation établie à partir de l'annexe 4 - DPGF) sur 20 points	35 %

<ul style="list-style-type: none"> - Prix de la maintenance curative des organes <u>vitaux</u> des équipements de + de 10 ans (sur la base d'une simulation établie à partir de l'annexe 5 - BPU*) sur 25 points - Prix de la maintenance corrective des moyens fixes d'extinction (sur la base d'une simulation établie à partir de l'annexe 6 BPU*) sur 10 points - Prix de la maintenance préventive et curative des matériels de désenfumage naturel non asservis (sur la base de l'annexe 7 – BPU* et d'une simulation établie à partir de l'annexe 8 DPGF) sur 10 points 	
<p>La valeur technique décomposée ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pertinence des moyens humains déployés pour réaliser les prestations : organigramme détaillé, définition claire du rôle de chacun, adéquation de la répartition des compétences, description détaillée par site – sur 25 points - Compréhension des contraintes d'intervention sur site universitaire, proposition d'une méthodologie d'intervention adaptée et planning – sur 25 points - Pertinence de la proposition de gestion et de réparation des organes vitaux des SSI et équipements d'alarme de plus de 10 ans (annexe n° 5 accompagnée le cas échéant d'une note explicative) – sur 30 points - Mise à disposition d'un outil extranet (GMAO) ouvrant des accès au personnel de l'Université aux fins d'obtention de tous les documents relatifs à la maintenance (fournir des copies d'écran ou un lien d'accès pour un test) – sur 20 points 	<p>65 %</p>

Notation critère du prix :

*Les simulations de prix établies à partir d'un BPU sont des simulations masquées. Les candidats, qui souhaiteraient obtenir le contenu des quantités fictives déterminées pour le calcul du prix, pourront en faire la demande après la date limite de remise des plis, via marches.publics@unicaen.fr.

Chaque sous-critère du prix sera analysé au regard de la formule suivante :

Note = nb points* (prix de l'offre la moins-disante / prix de l'offre analysée)

Le prix est calculé est sur 100 points et sera pondéré à 35% par application de la formule suivante : (total des points obtenus sur 100) X 0,35

Notation critère du la valeur technique :

Les sous-critères seront analysés de la manière suivante :

- sans précision : 0% des points
- insuffisant : de 1 à 25% des points
- moyen : de 26% à 50% des points
- bon : de 51% à 75% des points
- optimisé : de 76% à 100% des points

La valeur technique est calculée sur 100 points et sera pondérée à 65% par application de la formule suivante : (total des points obtenus sur 100) X 0,65.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R 2143-6 à R 2143-10 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 - Procédure de recours.

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Caen.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA, et dès la signature du contrat dans un délai : 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. L'acheteur a donc intérêt à publier un avis d'attribution le plus rapidement possible après la notification du contrat.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Caen
3 rue Arthur Leduc
BP 25086
14050 CAEN CEDEX 4

En cas de difficulté survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

22 mail Pablo Picasso
BP 24209
44042 NANTES CEDEX